

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/219

14 octobre 2002

(02-5542)

Comité du commerce et de l'environnement

Original: anglais

ÉTIQUETAGE À DES FINS ENVIRONNEMENTALES¹

Communication de la Suisse

I. POURQUOI LA QUESTION DE L'"ÉCO-ÉTIQUETAGE" EST IMPORTANTE

1. À la Conférence ministérielle de Doha, le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) a reçu pour instruction, dans la poursuite de ses travaux sur tous les points de son programme de travail dans le cadre de son mandat actuel², d'accorder une attention particulière aux prescriptions en matière d'étiquetage à des fins environnementales. Il a également été consigné dans la Déclaration de Doha que les travaux sur cette question devraient entre autres choses consister à identifier la nécessité éventuelle de clarifier les règles pertinentes de l'OMC.

2. Par ailleurs, le Comité a été chargé de faire rapport à la cinquième session de la Conférence ministérielle, et de faire des recommandations, dans les cas où cela sera approprié, en ce qui concerne l'action future, y compris l'opportunité de négociations.

3. Les Ministres sont également convenus que le résultat de ces travaux serait aussi compatible avec le caractère ouvert et non discriminatoire du système commercial multilatéral, n'accroîtrait pas ou ne diminuerait pas les droits et obligations des Membres au titre des Accords de l'OMC existants, en particulier l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, et ne modifierait pas non plus l'équilibre entre ces droits et obligations, et tiendrait compte des besoins des pays en développement et des pays les moins avancés.

4. Bien qu'il s'agisse d'une question inscrite dans le programme de travail du Comité et que de nombreuses contributions aient donc été faites, les travaux au CCE sur l'étiquetage à des fins environnementales n'ont pas encore fait l'objet d'une approche systématique. Souvent, l'argument selon lequel les questions relatives à l'étiquetage devraient être traitées par le Comité OTC a empêché que des travaux de fond soient engagés au CCE.

¹ Cette communication a été distribuée précédemment comme note portant le n° JOB(02)/140, datée du 4 octobre 2002.

² Dans le cadre de leur décision sur le commerce et l'environnement, qui a été adoptée à la réunion du Comité des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay à Marrakech le 14 avril 1994, les Ministres ont chargé le Conseil général, à sa première réunion, d'établir le Comité du commerce et de l'environnement; ils ont décidé que, dans le cadre de son mandat, et pour faire en sorte que les politiques en matière de commerce international et les politiques environnementales se renforcent mutuellement, le Comité traiterait au départ les points au sujet desquels toute question pertinente pourrait être soulevée. L'une de ces questions est celle des rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage. Depuis son établissement, le CCE débat de la question de l'"éco-étiquetage" au titre du point 3 de son programme de travail.

5. Toutefois, la Déclaration de Doha charge clairement le CCE de faire avancer les travaux sur l'étiquetage environnemental. Une collaboration étroite avec le Comité OTC devrait être recherchée dans certains domaines, mais le CCE, quant à lui, devrait engager les discussions sur l'étiquetage environnemental sans tarder.

6. De fait, l'"éco-étiquetage" revêt une importance croissante tant au niveau national qu'international. Dans beaucoup de pays, les consommateurs s'inquiètent de plus en plus de l'état de l'environnement. Parallèlement à ces préoccupations, le public est de plus en plus conscient des liens entre les schémas de consommation et la production viable ou non viable. Ainsi, les consommateurs qui entendent contribuer activement à la production viable par leur consommation individuelle exigent des informations au sujet de l'impact sur l'environnement du produit qu'ils achètent, leur permettant de faire un choix éclairé.

7. Il apparaît de plus en plus que les consommateurs dans la plupart des sociétés industrialisées sont disposés à payer plus cher pour des produits qui sont plus respectueux de l'environnement que d'autres, surtout si d'autres facteurs comme la qualité sont plus ou moins identiques. Mais la difficulté pour eux est d'être en mesure de faire des choix fondés sur des renseignements fiables, par manque d'informations détaillées. Dans ce contexte, les "éco-labels" constituent une façon éventuellement attrayante d'informer les consommateurs sur les conséquences pour l'environnement de leurs décisions d'achat tout en offrant aux producteurs un moyen de se ménager une place privilégiée sur le marché et éventuellement un avantage au niveau du prix du fait qu'ils réalisent des améliorations vérifiables en matière de techniques de production viable.

8. En tant que tels, les "éco-labels" représentent une autre solution valable par rapport à d'autres instruments de politique (tels que l'établissement de prescriptions/normes obligatoires concernant les produits ou la production/transformation). Dans cet esprit, les pouvoirs publics ainsi que les parties intéressées privées sont en train d'élaborer ou ont déjà élaboré des politiques, y compris des programmes d'"éco-étiquetage", qui favorisent les schémas de consommation viables.

9. Dans l'ensemble, les programmes d'"éco-étiquetage" établissent des critères de façon que seul un petit pourcentage de produits dans une catégorie de produits puisse obtenir l'"éco-label". Le label est ainsi accordé aux produits les plus respectueux de l'environnement dans leur catégorie uniquement. Dans la pratique, les produits ayant reçu l'"éco-label" qui connaissent un certain succès (par exemple, le papier de recyclage respectueux de l'environnement) couvrent souvent une large part de marché à l'intérieur d'une catégorie de produits. Les "éco-labels" n'identifient alors plus, d'une manière sélective, un sous-ensemble de produits préférables du point de vue de l'environnement à d'autres produits appartenant à la même catégorie de produits, mais tendent à devenir une norme *de facto*. Si le produit visé fait l'objet d'un gros volume d'échanges, l'"éco-label" peut constituer un obstacle à la concurrence sur le marché pour les produits étrangers qui ne sont pas conformes aux critères de l'"éco-label". Il peut en aller de même lorsque les détaillants souhaitent détenir une majorité de produits bénéficiant d'"éco-labels". Cette situation revêt une signification particulière, si la catégorie de produits visée présente un intérêt particulier pour les exportations des pays en développement.

10. Une étude menée par l'OCDE en 1997 sur l'incidence des programmes d'"éco-étiquetage" sur le commerce³ a cependant révélé que les informations recueillies tout au long de l'étude ne contenaient pas de preuves tangibles de l'existence de changements dans les flux commerciaux découlant desdits programmes d'"éco-étiquetage". Néanmoins, des craintes et des préoccupations ont été soulevées quant aux effets potentiels.

³ OCDE/GD/(97)105 Éco-étiquetage: effets réels de certains programmes.

11. Étant donné que les divers programmes d'"éco-étiquetage" existants sont fondés sur une analyse du cycle de vie, qui inclut aussi des critères relatifs aux procédés et à la production, la prolifération des programmes d'étiquetage au niveau international peut empêcher ce même produit d'obtenir l'"éco-label" dans différents pays. Cette restriction au niveau national est partiellement due au fait que les préoccupations environnementales ne sont pas partout les mêmes et à la participation du public dans les programmes d'"éco-étiquetage". Il s'ensuit que, fondamentalement, les divergences entre les différents programmes qui en découlent suscitent des tensions commerciales. Afin de répondre à ces préoccupations, il serait possible d'appeler l'attention sur des instruments tels que l'harmonisation, l'équivalence et la reconnaissance mutuelle.

II. CE QUE LE COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT DEVRAIT ENTREPRENDRE

12. La mission confiée au Comité du commerce et de l'environnement par la voie de la Déclaration de Doha est de poursuivre ses travaux en accordant une attention particulière à la question de l'étiquetage environnemental, de faire rapport à la prochaine réunion ministérielle sur l'état d'avancement de ces travaux et de faire des recommandations, dans les cas où cela sera approprié, sur l'action nécessaire à entreprendre. Afin de pouvoir établir un rapport détaillé pour la prochaine réunion ministérielle, la Suisse suggère que le Comité aborde les discussions d'une manière structurée et examine les aspects suivants en ce qui concerne l'étiquetage environnemental:

- a) définition de l'"éco-étiquetage";
- b) identification et analyse des questions commerciales spécifiques liées aux programmes d'étiquetage environnemental;
- c) conclusions et décision sur l'action nécessaire à entreprendre.

A. DÉFINITION DE L'"ÉCO-ÉTIQUETAGE"

13. Aux fins de l'identification et de l'analyse des effets spécifiques sur le commerce des programmes d'"éco-étiquetage", il importe avant tout de se concentrer sur la définition. Dans sa note WT/CTE/W/79, datant de 1998, le Secrétariat a proposé une définition – tirée du PNUE: "On entend par étiquetage environnemental l'utilisation de labels ayant pour but d'informer le consommateur que le produit ainsi étiqueté est plus respectueux de l'environnement que d'autres produits appartenant à la même catégorie".

14. Cette définition, déterminée par l'objectif qui sous-tend les programmes d'étiquetage environnemental, a été confirmée par la Communication de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)⁴, aux termes de laquelle: "L'objectif global des étiquettes et des déclarations environnementales peut être exprimé comme suit: par la communication d'informations vérifiables, exactes et qui ne soient pas de nature à induire en erreur sur les aspects environnementaux des produits et des services, encourager et satisfaire la demande pour des produits et services qui sollicitent moins l'environnement et, de ce fait, stimuler le potentiel pour une amélioration continue de l'environnement commandée par le marché".

L'ISO a par ailleurs défini trois types de programmes d'étiquetage:

ISO 14024:1999 Label environnemental de type I – Principes et procédures

⁴ WT/CTE/W/114.

ISO 14021:1999 Autodéclaration environnementale (Label environnemental de type II)

ISO/TR 14025:2000 Déclarations environnementales de type III

(ISO 14020:2000 Marquages et déclarations environnementaux – Principes généraux)

15. La Suisse estime que lorsqu'on fait référence aux programmes d'"éco-étiquetage" à l'OMC, une compréhension commune des éléments qualifiants de ces programmes pourrait nettement faciliter les discussions. Dans ce contexte, il serait extrêmement intéressant de savoir si le terme "éco-étiquetage" est limité aux programmes d'étiquetage qui sont de nature volontaire ou si les programmes d'étiquetage environnemental de nature impérative sont aussi inclus dans la notion d'"éco-étiquetage".

16. Nonobstant telle ou telle conclusion relative à la définition, il faut noter que le mandat de Doha porte sur les *prescriptions en matière d'étiquetage à des fins environnementales*. La Suisse estime donc que les discussions ultérieures au CCE peuvent ne pas se limiter aux programmes d'"éco-étiquetage" volontaires mais devraient aussi inclure les programmes à caractère impératif.

B. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES QUESTIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES LIÉES AUX PROGRAMMES D'ÉTIQUETAGE ENVIRONNEMENTAL

17. Dans sa note, datée du 29 juin 2000⁵, le Secrétariat a exposé au Comité un aperçu général des labels environnementaux les plus importants ainsi qu'une compilation des notifications relatives aux programmes d'étiquetage environnemental qui ont été présentées dans le cadre des dispositions de l'Accord OTC en matière de transparence. Cet aperçu général montre la prolifération des programmes d'étiquetage existants à des fins environnementales.

18. Les questions concernant l'étiquetage ont aussi fait l'objet de nombreuses discussions dans le cadre des sessions formelles du Comité OTC au titre du programme de travail relatif à la mise en œuvre et à l'administration de l'Accord. La Suisse estime qu'une compilation des questions concernant l'étiquetage environnemental, qui ont été soulevées d'une manière formelle au Comité OTC, pourrait fournir une certaine indication de la nature des questions commerciales en cause. À une telle compilation pourraient s'ajouter les contributions des Membres qui sont disposés à faire part d'expériences particulières dans ce domaine.

19. Dans ce contexte, la Suisse considère qu'il serait particulièrement intéressant et bénéfique que les contributions des Membres non seulement visent essentiellement les problèmes commerciaux spécifiques relatifs à l'étiquetage environnemental, mais présentent aussi des exemples d'initiatives spécifiques en matière de facilitation et/ou de promotion des échanges en ce qui concerne les produits respectueux de l'environnement (par exemple, les programmes de coopération pour le coton produit par l'agriculture biologique) qui font l'objet d'un programme d'étiquetage environnemental.

C. CONCLUSIONS ET DÉCISION SUR L'ACTION NÉCESSAIRE À ENTREPRENDRE

20. L'analyse des questions commerciales spécifiques en ce qui concerne les programmes d'étiquetage environnemental devrait comporter une évaluation des règles pertinentes de l'OMC. Sur la base des conclusions de ce processus, le Comité devrait faire des recommandations quant au point de savoir si une autre action devrait être entreprise, comme le prescrit le mandat de Doha. Partant, les travaux futurs devraient, selon qu'il sera nécessaire, viser les éventuelles incohérences ou questions en

⁵ WT/CTE/W/150.

suspens qui ont été identifiées dans le processus analytique et pourraient aussi viser les questions liées à la mise en œuvre des dispositions pertinentes (non-discrimination, transparence, équivalence, etc.).

III. ÉTAPES SUIVANTES/VOIE À SUIVRE

21. Dans l'intérêt de l'accomplissement de la mission du Comité découlant de la Déclaration de Doha, la Suisse suggère que le CCE engage sans plus tarder des travaux sur les questions essentielles liées à l'étiquetage environnemental. Les travaux futurs devraient être menés d'une manière structurée et faire intervenir, selon qu'il sera nécessaire et approprié, des spécialistes des questions OTC. En outre, ils devraient tenir compte des travaux entrepris par d'autres organes de l'OMC sur l'étiquetage. En ce qui concerne les points à traiter dans le cadre des discussions au CCE, la Suisse propose d'examiner les aspects exposés plus haut (voir le paragraphe 12).

22. À cette fin, le Comité pourra souhaiter demander au Secrétariat une mise à jour de ses notes antérieures, à savoir les documents WT/CTE/W/150⁶ et WT/CTE/W/79⁷. De plus, il pourrait être demandé au Secrétariat d'établir une compilation⁸ des questions commerciales spécifiques relatives à l'étiquetage environnemental qui ont été soulevées au titre du point du programme de travail intitulé "administration et mise en œuvre de l'Accord OTC". Des contributions supplémentaires (par exemple, des exemples de questions commerciales spécifiques et d'initiatives particulières facilitant les échanges) de pays Membres pourraient être demandées car elles éclairent les discussions futures.

⁶ La mise à jour devrait couvrir la section comprenant l'aperçu général des programmes d'étiquetage environnemental les plus importants et la section traitant des notifications OTC relatives à l'étiquetage environnemental.

⁷ La mise à jour devrait présenter un aperçu général de la définition de l'"éco-étiquetage".

⁸ Cette compilation pourrait être tirée des comptes rendus des réunions du Comité OTC (Communications concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord).